

Quelle stratégie de lutte non-violente contre le changement climatique ?

Contribution théorique sur la stratégie de la lutte non-violente

Alors que le changement climatique se poursuit et s'aggrave, il nous semble urgent d'aborder les années qui viennent de manière stratégique.

De nombreuses luttes non-violentes du passé ont conduit à des victoires, et plusieurs auteurs en ont tiré des enseignements théoriques.

Certains principes issus de leur travail nous semblent intéressants à prendre en compte dans notre volonté d'intégrer notre combat dans une véritable stratégie.

4 catégories de méthodes d'action non-violente

Gene Sharp a référencé 198 méthodes d'action non-violente.

Surtout, il les a regroupées en différentes catégories. En faisant la synthèse des analyses de Gene Sharp et celles de Jean-Marie Muller, nous distinguons 4 catégories de méthodes d'action, qui correspondent à 4 leviers de changement pouvant être actionnés au cours d'une lutte non-violente :

1. Les actions qui relèvent de **la protestation et de la persuasion non-violentes**, comme les veilles, les marches, les piquets de protestation, les manifestations, les actions symboliques, les « *photo opportunities* »... Elles sont symboliques : elles visent à exprimer des opinions, des oppositions vis-à-vis des autorités, ou à tenter de persuader le public.
2. Les actions qui relèvent de **l'intervention non-violente**, comme l'interposition, le blocage, l'occupation. Elles s'exercent directement sur un point précis du système, tout en ayant *également* une portée symbolique. Elles sont en général limitées dans l'espace à un point précis du système (une mine de sable bitumineux, un chantier de construction de centrale à charbon, etc.), et éphémères dans le temps (de quelques heures à quelques jours, voire quelques semaines ou quelques mois).
3. Les actions qui relèvent de **la non-coopération**, comme la grève ou le boycott. Elles visent à saper les sources de pouvoir de l'adversaire. Ce mécanisme découle de l'analyse selon laquelle le pouvoir de tout système repose sur la coopération de la population. Tout système, pour exercer un pouvoir, a besoin d'une administration, d'infrastructures, de télécommunications, de vivres, etc., dont le fonctionnement et l'approvisionnement sont assurés par l'obéissance des gens aux consignes, aux lois : par leur coopération. La non-coopération, c'est l'organisation collective qui aboutit à ne plus suivre ces consignes, et donc à saper directement les sources de pouvoir du système en place. C'est le boycott des bus à Montgomery contre les lois ségrégationnistes aux États-Unis, le boycott du tissu

industriel en Inde, le boycott des magasins appartenant aux Blancs en Afrique du Sud contre l'apartheid, etc. Une campagne de non-coopération nécessite l'organisation d'une alternative collective qui puisse tenir dans le temps : taxis collectifs pour les Noirs qui boycottaient les bus, fabrication des vêtements traditionnels pour les Indiens, réserves de nourriture pour les Sud-Africains.

4. **Les actions constructives**, enfin, consistent à réaliser ici et maintenant, depuis la base, le changement que nous souhaitons.

Les actions de protestation et de persuasion non-violentes dans la lutte climatique : une victoire d'étape

À notre connaissance, les actions les plus visibles qui ont été menées ces dernières années contre le changement climatique ont principalement relevé de la protestation et de la persuasion non-violentes : actions symboliques et manifestations, notamment lors des contre-sommets et des journées internationales d'action.

Ces actions ont effectivement joué un rôle de persuasion au niveau du public, en faisant aboutir une prise de conscience planétaire du changement climatique. Elles ont également contribué au fait que les chefs d'État ont reconnu la réalité et la gravité du changement climatique, et que la limite d'un réchauffement de 2°C a été identifiée comme objectif. L'efficacité de cette approche relevant de la persuasion et de la protestation non-violentes s'est toutefois avérée limitée, puisque au final les décideurs politiques n'ont pas adopté les mesures portées par la société civile.

Par quel mécanisme cette approche aurait-elle pu aboutir à une lutte contre le changement climatique ? À notre avis, selon le schéma suivant : convaincre les décideurs de prendre des mesures contraignantes, provoquant un changement dans le fonctionnement du système économique, provoquant à son tour un changement dans nos mode de vies. Car en définitive, c'est bien notre mode de vie qui est responsable du dérèglement climatique, et un « changement de système » se traduirait, concrètement, par un changement de notre mode de vie.

Bill McKibben a proposé, il y a quelques mois, d'identifier nos « ennemis » et de viser dorénavant directement les compagnies extractrices de ressources fossiles. Si nous trouvons une manière de faire changer leurs pratiques, la suite du mécanisme serait le même : provoquer, en définitive, un changement de notre mode de vie.

Chaque acteur du système, qu'il soit décideur politique, grande compagnie pétrolière, financier, électeur, consommateur, etc., produit une part du dérèglement climatique, et détient une part du pouvoir de changer les choses. On peut donc imaginer attaquer le problème par l'un ou l'autre des rouages de ce système auquel nous appartenons tous. Y compris, directement « à la base », au niveau des citoyens.

Les actions constructives dans la lutte climatique : des solutions identifiées mais encore trop minoritaires

De nombreuses autres actions, qui vont dans le bon sens au niveau climatique,

relèvent ainsi de la dimension constructive : multiplication des AMAP, des monnaies locales, jardins partagés, cantines bio, organisations de covoiturage, SEL, énergies renouvelables, etc. Ces actions ont l'avantage de changer concrètement la réalité ici et là, en apportant des solutions très pertinentes, autant pour réduire nos émissions et donc l'ampleur du changement climatique, que pour nous adapter à la part des changements climatiques qui sont d'ores et déjà inévitables et même déjà en cours. C'est, nous semble-t-il, l'autre grande catégorie d'action à l'œuvre dans la lutte contre le changement climatique.

Si l'on en croit Edgar Morin, les grands changements de société ne viennent pas de décisions prises « d'en haut », mais commencent par l'invention de pratiques alternatives minoritaires qui, lorsqu'elles atteignent une *masse critique*, rendent possible un basculement de l'ensemble de la société. (1)

Or, nous ne pensons pas que ces alternatives constituent déjà une masse critique. Et leur développement actuel ne permet pas d'espérer atteindre cette masse critique dans les délais dont nous disposons, si l'on en croit la communauté scientifique.

Plusieurs mouvements tentent d'ailleurs de dynamiser ces initiatives constructives, pour leur donner davantage d'ampleur et accélérer leur développement, notamment le mouvement des Villes en Transition, le mouvement de Permaculture, ou encore la dernière campagne des Colibris.

Ces actions constructives constituent donc également une victoire d'étape, en expérimentant et en démontrant qu'un autre monde est bien possible, qui éviterait le basculement climatique tout en développant plus de justice sociale. Elles sont donc nécessaires, indispensables, mais également insuffisantes.

D'autres méthodes d'actions moins utilisées

Si l'on se réfère à la liste dressée au début de ce texte, nous pouvons constater que les autres catégories d'actions ont été moins utilisées dans la lutte contre le changement climatique.

Les actions d'interposition sont restées une forme d'action privilégiée pour les activistes, mais n'ont pas été un moyen d'action de masse. À une exception près, à notre connaissance, celle de la campagne de désobéissance civile aux États-Unis contre le pipeline Keystone XL qui s'est déroulée en 2011.

Les actions relevant de la non-coopération, à notre connaissance, n'ont pas encore été expérimentées dans la lutte contre le dérèglement climatique.

Qu'est-ce qu'une stratégie, et pourquoi aborder la lutte de manière stratégique ?

Une méthode d'action ou un levier de changement, quels qu'ils soient, ne constituent cependant pas une stratégie en tant que tels.

Selon Jean-Marie Muller, le mot « stratégie » signifie, étymologiquement, « *la conduite d'une armée (du grec stratos : armée, et agein : conduire). (...) La stratégie désigne la conception et la conduite d'une guerre dans son ensemble et la tactique concerne la conception et l'organisation de chacune des différentes opérations.* »

Concrètement, en ce qui concerne la lutte non-violente, « *la stratégie consiste à prévoir, à planifier et à coordonner les différentes manifestations publiques capables d'informer, d'interpeller et de mobiliser l'opinion publique, les actions de non-coopération les mieux appropriées pour affaiblir la partie adverse, les actions de désobéissance civile les plus opportunes pour défier les pouvoirs publics, les réalisations qui permettront d'accomplir le programme constructif correspondant au programme de non-coopération et toutes les initiatives susceptibles de changer les rapports de force, de déstabiliser l'adversaire et de l'obliger à céder. L'objectif ultime de tout pouvoir illégitime qui veut prendre le contrôle d'une société est d'obtenir (...) la collaboration et la complicité objectives des citoyens. (...) Dès lors, l'axe central d'une stratégie de défense civile est l'organisation du refus généralisé, mais sélectif et ciblé, de cette collaboration.* » (2)

L'efficacité d'une stratégie serait donc plutôt à trouver dans l'articulation et la complémentarité de plusieurs modes d'action.

Gene Sharp fait le constat suivant sur le manque de conscience stratégique parmi les militants : « *certains en effet croient naïvement qu'il suffit de déclarer leurs objectifs haut, fort et suffisamment longtemps pour que ceux-ci soient d'une manière ou d'une autre atteints. D'autres pensent que, s'ils restent fidèles à leurs idéaux et principes et témoignent d'eux dans l'adversité, ils font là le maximum possible en vue de la réalisation de leurs objectifs. Il est certes admirable d'affirmer ses convictions et d'y rester fidèles mais c'est une attitude qui en soi est entièrement inadaptée à un objectif de changement, pour sortir du statu quo et atteindre des buts bien définis. (...) Il faut aussi reconnaître que parfois, les gens n'élaborent aucune stratégie d'action parce qu'au fond d'eux-mêmes, ils ne croient pas que la victoire soit possible. Ils se voient comme de faibles victimes démunies face à des forces invincibles. Ainsi, le mieux qu'ils puissent faire, pensent-ils, est de dire, de témoigner, voire de mourir, en restant fidèles à leurs convictions. En conséquence, il n'essaient même pas de penser et de planifier leur lutte en termes stratégiques dans le but d'atteindre leur objectif.* »

Or, poursuit-il, « *on peut apprendre à rendre ce type de lutte plus efficace que dans les cas improvisés du passé. Cela peut se faire en augmentant nos connaissances sur les conditions nécessaires à son utilisation, en diffusant ce savoir et la compréhension de cette forme de lutte, et en augmentant la planification et la stratégie, générales et spécifiques, dans l'emploi de cette technique pour les conflits à venir. (...) Afin de relever ce défi, d'explorer et de développer les potentialités de l'action non-violente dans les conflits aigus, il faut investir beaucoup en recherche, en analyse, en études stratégiques, en progrès politiques, en prévisions et aussi en action courageuse. (...) Vient alors la question de savoir si nous voulons maintenant tenter de travailler à améliorer cette technique de lutte, l'adopter et l'adapter aux conflits en cours, afin de défier, de remplacer, et d'enlever les expressions extrêmes de violence par une action puissante et efficace.* » (3)

Quelques exemples de luttes non-violentes efficaces

Nous pouvons effectivement étudier le déroulement de luttes non-violentes qui ont été, dans le passé, conduites de manière stratégique, et qui ont obtenu des victoires.

Parmi les plus connues, nous pouvons citer les luttes non-violentes menées par Gandhi pour l'indépendance de l'Inde, par Martin Luther King pour les droits civiques des Noirs Américains, ou contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Plus récemment, des membres de l'équipe de Gene Sharp ont formé le groupe non-violent « Otpor » (« *Résistance* » en serbe), qui a initié une lutte contre le régime de Milosevic à la fin des années 90, et qui, après la constitution inédite d'une large coalition, a conduit à la chute de Milosevic. On voit dans un reportage d'Al Jazeera l'un des membres d'Otpor former à son tour des étudiants Égyptiens, quelques semaines avant la révolution qui a fait tomber Moubarak en 2011. On attribue également aux méthodes de Gene Sharp une part du succès des révolutions colorées. Otpor a fait un retour d'expérience précieux sous la forme d'un document méthodologique très clair. (4)

Limites de l'apport de ces expériences et de ces théories

Si les méthodes de Gene Sharp semblent permettre une certaine efficacité, il faut cependant remarquer qu'elles ont toujours été appliquées contre des dictatures. Quant aux luttes pour l'indépendance de l'Inde, les droits civiques des Noirs Américains ou Sud-Africains, elles relèvent également d'un contexte différent du nôtre.

Nous sommes, quant à nous, confrontés à un système plus global et qui nous semble plus complexe que celui d'un régime dictatorial ou ségrégationniste. D'autre part, l'enjeu du changement climatique, même s'il rejoint celui de nos libertés et de nos démocraties, n'est pas perçu comme tel par l'opinion.

Or, quelque que soient les formes d'action choisies, qu'il s'agisse d'une manifestation, d'une campagne de boycott, d'un mouvement de désobéissance civile, etc. la mobilisation est un facteur décisif.

Comment mobiliser les gens ? Quelques principes de la stratégie de la lutte non-violente

Sur la manière de canaliser une mobilisation et de faire en sorte qu'elle se renforce, beaucoup de choses ont été détaillées dans des ouvrages dédiés à la stratégie de la lutte non-violente, dont le document issu de l'expérience d'Otpor est à notre avis le plus utile à lire si l'on dispose de peu de temps. (4)

Il peut être complété en soulignant le souci avec lequel Gandhi s'appliquait à intégrer dans ses campagnes la possibilité pour chaque personne d'y prendre part et d'y jouer un rôle particulier : qu'elle soit une femme ou un homme, qu'elle soit jeune ou âgée, qu'elle soit prête à aller en prison ou non, qu'elle ait un haut niveau de préparation à la répression ou non, etc. Cette approche permet, lorsqu'un sujet concerne « tout le

monde », de faire en sorte chacun-e puisse effectivement prendre part à la campagne.

Cependant le dérèglement climatique n'est pas, n'est plus, un sujet mobilisateur. À ce propos, nous pensons qu'il est utile de s'interroger sur l'idée que l'on se fait des raisons qui amènent ou non les gens à passer à l'action. Nous avons tendance à croire, dans le milieu militant, qu'il faut informer les gens pour les amener à agir. Que plus ils seront informés du changement climatique, et plus ils en comprendront les enjeux, plus ils passeront à l'action. On retrouve cette idée, par exemple, dans la maxime de *L'Âge de Faire* : « *informer – comprendre – agir* ». Or des études scientifiques dans le domaine de l'éco-psychologie démontrent le contraire : plus les gens sont informés du changement climatique, et moins ils s'investissent dans des actions pour le combattre. Pourquoi ? Selon ces chercheurs, car nous ne pouvons pas vivre avec l'idée que quelque chose de grave se déroule et que nous n'y pouvons rien. Si la prise de conscience s'accompagne d'un sentiment d'impuissance, alors nous mettons en place des mécanismes de déni. (5)

Saul Alinsky expliquait cela dès le début des années 70, tirant des enseignements de ces expériences de luttes des années 50 et 60, qui sont plus proches de nous que ne le sont celles de Gandhi ou celles menées contre des dictatures. Trois de ses principes nous semblent intéressants à prendre en compte dans notre réflexion.

Pour Saul Alinsky, la justification de l'action, la justesse de la cause, ne constituent pas un élément mobilisateur en tant que tel. C'est, au contraire, parce qu'une action semble accessible et efficace que la plupart d'entre nous passerons à l'acte. Et c'est une fois que nous nous retrouvons dans un processus d'action collective, et que nous prenons conscience du pouvoir que nous avons, qu'alors, nous formulons des revendications et que nous nous fixons des objectifs atteignables. D'autre part, Saul Alinsky remarquait que les revendications des gens changeaient au fur et à mesure de la lutte. Si bien qu'il ne cherchait pas, en tant qu'*organizer*, à aider les militants potentiels à identifier une cause légitime ou une revendication juste, mais il s'efforçait plutôt de justifier la cause, quelle qu'elle soit, qui faisait s'impliquer les gens. En s'assurant, en revanche, que l'objectif visé était atteignable, puis atteint, pour qu'une première victoire d'étape enclenche une dynamique qui permette d'enchaîner sur d'autres objectifs plus ambitieux. En définitive, c'est la pratique qui crée la conscience, et non l'inverse. (6)

Parmi les options retenues par Saul Alinsky, la personnification de la lutte est également un élément important. Lorsqu'on combat un « système », lorsque notre adversaire est l'oligarchie, Shell ou Monsanto, la corruption, les intérêts financiers, le capitalisme ou le néo-libéralisme, bref, lorsque notre adversaire est désincarné et qu'il reste abstrait, il est difficile de mobiliser les gens. Parce qu'on ne sait pas clairement, alors, contre quoi on lutte. Un adversaire abstrait, cela déstabilise, démoralise, démobilise. D'où l'option retenue par Saul Alinsky, qui ne combattait pas le « système » qui faisait que les riches propriétaires Blancs, en dépit de la loi, louaient à des minorités ethniques des logements insalubres qu'ils auraient dû remettre aux normes. Mais il combattait directement l'un de ces propriétaires, jusqu'au pas de sa porte en organisant des piquets de protestation. L'adversaire est alors incarné, il a un nom, il a un visage. C'est beaucoup plus mobilisateur, mais il est aussi plus difficile alors d'inviter les gens à suivre une voie non-violente basée sur le respect des personnes. Nous voyons dans la lutte contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes avec quelle récurrence et avec quelle force nous focalisons sur Jean-Marc Ayrault, en nommant ce projet l' « Ayraultport ». À l'inverse, si nous connaissons tous les noms de Monsanto, de Shell, de Vinci, personne n'est

réellement visé quand on dénonce ainsi ces compagnies.

Enfin pour mobiliser les gens, Saul Alinsky insistait sur l'importance de l'intérêt personnel. C'est souvent le point de départ de l'implication. Ce n'est pas un hasard si la lutte contre les gaz de schistes a d'abord commencé là où les gens étaient directement menacés. Ou si celle du Larzac a commencé par les paysans qui étaient menacés d'expulsion. Pour Saul Alinsky, l'intérêt personnel ne doit pas être méprisé ou dénoncé comme une manifestation égoïste, mais identifié comme un incident déclencheur potentiel d'une dynamique qui peut nous conduire, par la suite, à porter des revendications plus larges, moins personnelles. Il en va de même pour le *Nimbisme* (7). Identifier chez les gens l'intérêt personnel susceptible de les faire s'engager dans l'action collective, puis accompagner la prise de conscience vers des enjeux plus universels, pourrait ainsi être le véritable rôle des « activistes », ceux qui, selon Saul Alinsky, « *activent les choses* ». Encore une fois, c'est l'action qui sera l'occasion de prendre conscience d'enjeux qui, jusqu'alors, ne semblaient pas nous concerner.

On peut donc, peut-être, résumer la question ainsi : quelle serait l'action immédiatement compréhensible, et accessible au plus grand nombre, qui relierait l'intérêt personnel des gens aux questions climatiques, et à partir de laquelle nous pourrions élaborer une stratégie globale de lutte ?

Assemblée générale annuelle de Bizi du 6 avril 2013

(1) voir l'idée d'Edgar Morin reprise dans la campagne « Tous candidats » des Colibris : http://fr.ekopedia.org/Communiquer_sur_la_campagne_Tous_Candidats

(2) in *Dictionnaire de la non-violence*, Jean-Marie Muller, 2005, Les Éditions du Relié

(3) in *La force sans la violence*, Gene Sharp, 2003, L'Harmattan

(4) voir *Nonviolent Struggle - 50 Crucial Points*, disponible en plusieurs langues sur le site canvasopedia : <http://www.canvasopedia.org/legacy/content/special/nvstruggle.htm>

(5) voir *L'écologiste* n°33, 2011.

(6) lire *Rules for radicals*, Saul Alinsky, récemment réédité sous le titre *Être radical*

(7) de « Nimby », « *not in my backyard* », « pas dans mon jardin »